



Santé Publique & Innovation

**Organisation dotée du statut consultatif spécial
auprès du Conseil économique et social depuis 2020**

15 février 2021

Monsieur Joël Meyer
Ambassadeur de France au Mali
Square Patrice Lumumba - BP 17,
Bamako, Mali
cad.bamako-amba@diplomatie.gouv.fr

Veillez tenir votre promesse de solidarité mondiale : Règles de l'OMC et dérogation globale en matière de propriété intellectuelle COVID-19

Son Excellence,

Nous vous écrivons en tant que Organisation de la société civile travaillant sur l'accès aux médicaments pour attirer votre attention sur la proposition présentée à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) qui vise à obtenir une dérogation temporaire aux dispositions de l'Accord sur les Aspects des Droits de Propriété Intellectuelle qui touchent au Commerce (Accord sur les ADPIC) accordant ou faisant respecter certaines propriétés intellectuelles (PI) pour les produits et technologies médicales COVID-19¹.

À la fin du siècle dernier, les monopoles de la propriété intellectuelle sur les traitements du VIH ont entraîné un délai de dix ans entre le moment où les personnes vivant avec le VIH en Afrique, en Asie et en Amérique latine ont eu accès aux thérapies antirétrovirales nécessaire pour sauver les vies de ceux qui mouraient du

¹OMC : Dérogations à certaines dispositions de l'Accord sur les ADPIC pour la prévention, l'endiguement et le traitement de la Covid-19- Communication de l'Inde et de l'Afrique du Sud (Doc OMC IP/C/W/669O. en ligne 2020. Disponible à : <https://docs.wto.org/dol2fe/Pages/SS/directdoc.aspx?filename=r:/IP/C/W669.pdf&Open=True>

sida, et le moment où les personnes vivant dans l'Union européenne (UE), au Japon, en Suisse, au Royaume-Uni et aux États-Unis ont eu accès à ces thérapies. Cela a entraîné des millions de décès inutiles entre la fin des années 1990 et le milieu des années 2000, lorsque les obstacles liés aux brevets ont été finalement levés et que des médicaments génériques contre le VIH sont devenus disponibles.

Avec cette pandémie, nous avons une fois de plus constaté comment les inégalités structurelles dans le domaine de la santé mondiale ont entraîné une lutte permanente pour garantir la disponibilité en temps voulu des médicaments, vaccins et autres outils nécessaires dans les pays en développement.

La proposition de dérogation arrive à un moment critique de la pandémie, pour permettre de relever ce défi. Elle conçoit un espace politique temporaire et complémentaire dans le cadre de l'OMC qui permettrait aux gouvernements de prendre des mesures facilitées et optimisées au niveau national pour relever les défis de la propriété intellectuelle sur les médicaments et autres technologies COVID-19. Cela permettrait d'atténuer les restrictions évidentes de certaines des options juridiques existantes dans le cadre de l'accord sur les ADPIC qui exigent une approche, produit par produit. Elle fournirait une orientation claire et cohérente durant d'une urgence de santé publique afin d'éviter les monopoles qui retardent l'accès et coûtent des vies.

À ce jour, plus de 100 pays ont accueilli favorablement ou soutenu la proposition sous une forme ou une autre. Près de 400 organisations de la société civile dans le monde² ainsi que des organisations internationales telles que l'Organisation mondiale de la santé, l'ONUSIDA, UNITAID et la Commission Africaine des droits de l'homme et des peuples³ ont exhorté les gouvernements à soutenir la proposition de dérogation de toute urgence. Pourtant, au lieu de faire preuve de solidarité mondiale dans la lutte contre la pandémie en soutenant la proposition de dérogation, un petit groupe de membres de l'OMC – dont la France à travers la Commission Européenne - a jusqu'à présent choisi de ne pas soutenir l'initiative.

Il est désormais clair que plus longtemps le virus circule dans les populations non protégées, plus il est probable que des mutations se produisent. Ces mutations peuvent affecter tous les pays - y compris les pays qui s'opposent à la proposition de dérogation - et prolonger la pandémie. Face à une telle crise, l'opposition de l'UE est intenable et va à l'encontre du but recherché.

² Lettre de la société civile soutien à la proposition de l'Inde et de l'Afrique du Sud concernant la dérogation à certaines dispositions de l'Accord sur les ADPIC pour la prévention, l'endiguement et le traitement du Covid-19 (cité janvier 2021) disponible à : https://www.twn.my/announcement/signonletter/CSOLetter_SupportingWaiverFinal.pdf

³ Third World Network. Waiver from certain provisions of the TRIPS Agreement for the prevention, containment and treatment of COVID-19. [Online]. [Cited 2021 Jan 21]. Available from: https://www.twn.my/title2/intellectual_property/trips_waiver_proposal.htm

La proposition de dérogation à l'OMC offre une opportunité d'éviter que ne se répète tragiquement l'inégalité d'accès aux technologies médicales vitales qui a été vécue dans le passé. Nous vous prions de demander à votre gouvernement de cesser d'entraver l'adoption de la proposition de dérogation à l'OMC et au contraire, d'exprimer son soutien à cette importante proposition au cours des négociations formelles et informelles durant ce mois.

Une lettre similaire a été partagée avec le chef de la délégation de l'Union Européenne au Mali ainsi qu'avec les Ambassadeurs de la Belgique, de l'Espagne, du Portugal, du Royaume-Uni, de l'Allemagne, des Pays-Bas, de l'Italie et de la Suède au Mali.

Je vous prie d'agréer, Monsieur Joël Meyer, Ambassadeur de la France au Mali, l'expression de nos salutations distinguées.



Alain Claude Muhunde
Président de Yolse, Santé Publique et Innovation

Cette lettre est appuyée par les institutions et les personnes suivantes :

Institutions:

Kaboré	Seydou	Centre pour l'éthique judiciaire
Sessouma	Ibrahim	Association des élèves et étudiants de n'dorola
Zoungana	Hamado	MROD/AEM
Yolande	Traore	Agouti Bleu
		Association des Aviculteurs Pegdwende du Burkina
Zongo	Mahamadi	(AAPB)
Traoré	Wend-denda Aude Stéphane	Jeunesse Burkinabè Unie Pour l'Art
		Association des Jeunes Leaders pour
		l'épanouissement et le Développement du Burkina
Traoré	Wend-denda Aude	(AJLEDB)
Selby	Zuma	Ecology Africa Foundation
Dzivenu Tsikata	Benjamin Kofi	BenNewman Hope Care Foundation
		Association pour le soutien mutuel et le
Ouédraogo	Pingdwende Wilfried	développement (ASOMUDE)
Kaboré	Soutong-noma	Association Jeunes Lumières
Francis	keya	aahred
Micharell	Oke	Michael Adedotun Oke Foundation
Noali	Boama Ezéchiél Prosper	MROD-BF
Drabp	Fatoumata	CEPHARM-BF

Guembre	Adama	Burkina des Idées
Karama	Ibrahim	Mouvement de Réflexion sur les Opportunités de Développement du Burkina Faso
Ouangroua	Djaminatou	MROD-BF
Noba	Noé	Association Shalom pour le monde (ASHAM)
Ouédraogo	Rachid	Association des Etudiants en Médecine BF
Kangambega	Serge	MROD/BF
Sakandé	Zélika Yasmine	Association des étudiants en médecine
Pooda	Anicet	Mouvement de Réflexion sur les Opportunités de Développement au Burkina Faso
Sanou	Zeinab	MROD/BF
Zore	Abbas Benjamin	MROD
Guembre	Adama	Gouvernement jeunesse Burkina
Ouedraogo	Paulin	AJED/BF
Zapre	Madina Gertrude	Mrod
Ouedraogo	Simone	Étudiante en pharmacie
Bambara	Issouf	AEM
Kaboré	Pamelha	CEPHARM-BF
Paré	Georges Rodrigue	Université de Ouagadougou
Benagoubou	Wênahouté Cédric Parfait	Club de Étudiant en Pharmacie du Burkina Faso
	Mélodie Colombe Scéva	(C.E.PHARM-BF
N'Guessan	Cambonoux	CEPHARM-BF
Kindo	Abdoul-Moïse	AEM-B
Sessouma	Onignogo Rachidatou	Burkina des idées
Bagagnan	Daouda	C.E.PHARM-BF
Samadoulougou	Abdul Muzine	Suudu andal
Sana	Hamza	MROD/BF
Zanga	Yascine	MRODD
Sawadogo	Apollinaire Manegdlawendé	Gouvernement Jeunesse Burkina /GJB
Ouédraogo	R. Romuald	Gouvernement Jeunesse Burkina
Traoré	Larito Anselme	CEPHARM-INSSA
Bembamba	S William	CEPHARM-BF
Sika	Firmin	Association des Étudiants en Pharmacie du Togo
Konate	Yaya	MROD BF
H. Ahmed	Abdisamad	Directorate of environment and Climate change
Noali	Prosper	Actions des Jeunes contre la Résistance aux Antimicrobiens
Rouamba	Song-ba Esmond	Mouvement de Réflexion sur les Opportunités de Développement du Burkina Faso
Tenkodogo	Martin	Gouvernement jeunesse burkina
Banhoro	Bienvenu Yalabola	Club des Etudiants en Pharmacie du Burkina Faso
Sawadogo	Téné Irène	(CEPHARM-BF)
Sanou	Serge	AEM
Zoungrana	Alphonse	AEM/BF
Sana	Oumarou	Mrod/BF
Ouédraogo	Dramane	AIESEC
Yanogo	Bibata	Association des Etudiants en Médecine
		MROD-BF

Tougma	Eloi	CEPHARM-BF
Zono	Abdoulaye	CEPHARM-BF
Kiendrebeogo	Aziiza	AEP
Zoure	Ahmed	Gouvernement Jeunesse Burkina
Tientega	Dimitri	Gouvernement Jeunesse Burkina
Leckpa	Vanelle	Étudiante en pharmacie
Sawadogo	Boureima	Étudiant en pharmacie
Compaore	Emma Aurelie	Gouvernement Jeunesse Burkina
Diallo	Dahirou	MROD
Sawadogo	Anicha	Pharmacien
Zoungrana	Chances K.-S.	Gouvernement jeunesse Burkina
Gansonre	Wendbénédo Parfait	Gouvernement Jeunesse Burkina (GJB)
Ouédraogo	Charifatou	Gouvernement jeunesse Burkina
Tapsoba	Luc	ONF YOLSE

Individus :

Kabore	Idrissa
Dah	Irene
Kabore/Bere	Yolande
Sanou	Pascaline
Sessouma	Ibrahim
Baki	Landry
Hounnou	Carmelle
Dzotsi	Sampson
Compaore	Elisabeth
Dakou	Auguste
Guisso	Wend-Panga Farida
Simporé	Mohamed
Coulibaly	Yaya
Sonde	Issaka
Kovi	Romain
Ouattara	Nourah fardous
Bonogo	Nestor
Bikienga	Jeannette
Batiébo	Yiyé
Maïga	Fatoumata Aoua Djamila
Ouedraogo	Rabiatou
Ouedraogo	Oumou-kolosoum
Ganame	Azera

Ouattara	Mohamed
Diallo	Yacouba
Kovi	Romain
Kini	Nikièhan Irène